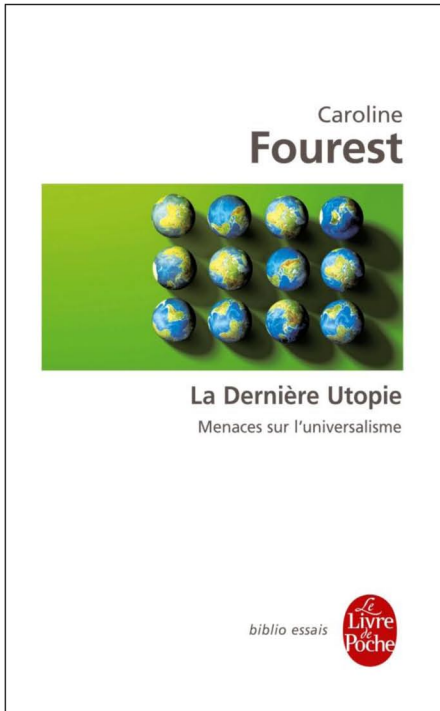


le Livre de Poche

a le plaisir de vous proposer le premier chapitre de :

La Dernière utopie

Caroline Fourest



Le Livre de Poche remercie les éditions Grasset qui ont autorisé la publication de cet extrait.

INTRODUCTION

Une utopie se meurt. Celle des droits universels. La perspective d'un monde où tous les êtres humains seraient libres et égaux, sans distinction. Un rêve présent dans chaque homme, depuis son premier souffle, dont on trouve les traces dans chaque civilisation et dans chaque culture. Une ambition à atteindre, couchée sur le papier il y a soixante ans sous la forme d'une Déclaration universelle des droits de l'homme. Un quasi-miracle. Peut-être un mirage. Tant l'ambition de cette époque semble à bout de souffle, cernée de toutes parts par l'adversité.

Grâce aux nouvelles technologies et aux réseaux sociaux sur internet, l'homme ne cesse de repousser ses frontières mentales et d'être connecté aux autres. De ce point de vue, la mondialisation peut se voir comme un bond vers *plus d'universel*. Notamment lorsque cette mise en réseau permet de déjouer la propagande des dictatures et de tisser des liens de solidarité entre démocrates du monde entier, sur la base d'un idéal commun. Encore faut-il savoir apprivoiser cette immensité. La mondialisation de l'information signifie aussi celle des peurs ou des passions. Certains événements,

comme le 11 Septembre ou le conflit israélo-palestinien, ont le don de générer des *réactions* épidermiques. Dans un monde où il faut réagir toujours plus vite, ces réactions sont de moins en moins réfléchies, et de plus en plus viscérales. Submergé de nouvelles, pressé de commenter, le citoyen – à la fois zappeur et internaute – a du mal à trier. Dans le doute, il est parfois plus facile de tisser des liens avec ce qui nous *ressemble* qu’avec ce qui nous *rassemble*. La lecture se perd. L’information nous parvient via le prisme de vidéos sur internet, de groupes que nous avons choisis, de chaînes télévisées auxquelles nous sommes abonnés. L’arène du débat s’épuise à force d’être éclatée.

Il s’agit sans doute d’une transition, le temps de domestiquer cette immensité. Mais pendant ce temps, le vent se lève contre l’idéalisme. L’heure n’est plus à la construction de grands ensembles, plutôt au repli : régional, communautaire, clanique, tribal, familial. Les Etats-nations se délitent. La balkanisation menace. Et Joseph de Maistre, le philosophe contre-révolutionnaire, n’est pas loin de tenir sa revanche. Lui qui moquait l’idéal de droits de l’Homme universel en trouvant cette idée trop abstraite : « L’homme n’existe pas, je n’en ai jamais vu... j’ai vu, dans ma vie, des Français, des Italiens, des Russes... Je sais même, grâce à Montesquieu, qu’on peut être Persan. » Cette tirade illustre la principale menace qui pèse depuis toujours sur l’universalisme : la survalorisation des apparences. Qu’elles soient régionales, sexuelles, culturelles ou religieuses. Non pas que l’universalisme ambitionne de les effacer, ni

de les nier, mais simplement de les dépasser. Partout, cet idéal semble submergé.

Aux Nations unies, des Etats invoquent des « circonstances nationales » particulières pour ne pas appliquer entièrement la Déclaration universelle. Et le respect des religions pour limiter la liberté d'expression. Au nom de la résistance à l'impérialisme, des militants amalgament l'universalisme avec une forme de néo-colonialisme. Au nom de la lutte contre les discriminations, certains voudraient établir des catégories « ethnoraciales ». Au nom de la « diversité », on cultive ce qui divise. Au nom de l'« authenticité », on réhabilite l'exotisme, cette façon résolument antiuniversaliste de percevoir l'autre comme un objet de curiosité et non comme un semblable potentiel. Au nom de la tolérance, on tolère les intolérants. Sans voir que la ghettoïisation culturelle avance et que les libertés individuelles reculent. Prises une par une, ces concessions peuvent avoir l'air éparses ou isolées. Mises bout à bout, elles forment le canevas d'une renonciation massive à l'universel.

Se pencher sur ses coutures n'a rien de rhétorique. Cet enjeu agite le Canada, les Etats-Unis, l'Afrique du Sud, l'Australie, l'Inde, la Belgique, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, le Brésil, la France... Dans tous les pays où le respect des minorités et le culte de la diversité progressent, on se déchire pour savoir comment concilier le respect des différences avec le maintien de valeurs communes. Peut-on tolérer l'excision ou l'infanticide au nom des coutumes ? Faire passer le respect du voile avant l'égalité hommes-femmes ? Accepter

des menus séparés dans les cantines ? Des créneaux non mixtes dans les piscines ? Faut-il retirer les sapins de Noël des places publiques pour ne pas offenser les minorités religieuses ? Reconnaître des arbitrages communautaires basés sur la charia ?

Le défi est moins celui du multiculturel que celui de sa gestion philosophique et politique : le multiculturalisme. A part peut-être en Corée du Nord, il y a bien longtemps que les sociétés humaines sont composées de citoyens d'origine, de religion ou de culture différentes. Avant la naissance d'une conscience antiraciste, la hiérarchie et la domination de la majorité s'imposaient par la force. Au fil des années, cette domination a dû s'inventer des alibis. Sous l'apartheid comme au temps de la ségrégation, on prétendait pouvoir « être séparés mais égaux ». Cette illusion a vécu. L'histoire a prouvé que le différentialisme – cette façon de considérer l'autre comme *différent* au point de lui appliquer un traitement ou un jugement de valeurs *différencié* – conduit inévitablement à l'inégalité. Mais voilà que le culte de la différence revient sous le visage plus avenant du *multiculturalisme* et de la diversité. Cette fois, au moins, l'ambition est noble. On désigne par « multiculturalisme » la volonté de célébrer la diversité et de respecter les différences. Qui serait contre ? Les ennuis commencent lorsqu'on en vient à tolérer – sans trier – ce qui relève de l'enrichissement culturel et ce qui relève de la régression en termes de valeurs communes. C'est cette confusion qui menace d'étouffer l'ambition de la Déclaration universelle.

L'antiracisme a énormément progressé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le souffle de l'universel a permis de déconstruire, de décroquer, de lever des tabous, de limiter les discriminations et de réduire les inégalités. Mais tout mouvement porte à l'excès. Comme par un retour de balancier, un nouveau défi se dresse. Les idées les plus intolérantes, comme le sexisme ou l'intégrisme, réclament d'être tolérées au nom de l'antiracisme, du droit à la différence, du respect des cultures ou des religions. En chemin, les cartes se brouillent. On ne parvient plus à distinguer ce qui relève du racisme et du débat, de la culture et du politique, du communautaire ou du communautarisme, du droit à l'égalité ou du traitement de faveur. La confusion favorise l'outrance. Surtout s'il s'agit de revendications formulées au nom de l'islam. Le repli communautaire répond au racisme, le relativisme croit pouvoir compenser en cédant tout, même à l'intégrisme... la complaisance agace et nourrit la nostalgie d'un temps plus monoculturel, où ces problèmes – pense-t-on – ne se posaient pas. Le cercle semble infernal.

En pleine tornade, la question du juste équilibre à trouver entre valeurs communes et libertés individuelles apparaît comme l'un des plus grands défis contemporains. Il rejoint un vieux débat, qui oppose depuis longtemps les partisans *du droit à la différence* (je reconnais ta différence pour mieux te traiter à égalité) aux partisans *du droit à l'indifférence* (l'égalité, c'est te traiter comme si tu n'étais pas différent, donc sans distinction) pour savoir quel est le plus court chemin vers l'égalité.

Cette fracture explique les malentendus persistants entre l'approche anglo-saxonne et l'approche républicaine française. Je parle bien d'approche pour ne pas donner le sentiment de modèles trop figés. Ils ne sont pas hermétiques et s'influencent mutuellement dans un monde globalisé. Mais à force d'être mis en exergue, ils finissent par se construire en opposition l'un par rapport à l'autre et donc *modeler* le regard sur ces sujets. Ce livre espère clarifier ce que l'on appelle « le modèle français », souvent mal compris et caricaturé. Pour mieux le comparer à l'approche américaine, anglaise, australienne ou canadienne. Discrimination positive, statistiques ethniques, loi sur les signes religieux à l'école publique, laïcité... Sur tous ces thèmes, il existe de vraies nuances. Pour des raisons historiques et politiques. Ces divergences n'ont rien de gravé dans le marbre. En France, le modèle républicain hérité de la Révolution n'a jamais été si proche d'être défait. Des intellectuels souhaitent acclimater le multiculturalisme et « ouvrir » la laïcité. Au plus haut niveau de l'Etat, on s'inspire des politiques anglo-saxonnes. A l'étranger, certaines lois, comme la loi sur les signes religieux à l'école publique, sont vivement critiquées. Le modèle français est accusé d'être intolérant, raciste, vieillot, dépassé. Est-ce si simple ?

Au même moment, de l'autre côté de l'Atlantique ou de la Manche, l'horizon radieux du multiculturalisme s'obscurcit. De plus en plus de voix s'élèvent pour mettre en garde contre ses effets pervers. Surtout depuis le 11 Septembre. Le culte de la différence est accusé de diviser, la tolérance d'être aveugle au

danger de l'intégrisme. Le débat oppose souvent des profils inattendus. Le multiculturalisme le plus complaisant envers l'intégrisme peut être porté par des membres de la culture dominante, pétris de culpabilité post-coloniale. Tandis que des citoyens d'origine immigrée supplient de se réveiller. C'est aussi ce bras de fer qui traverse le livre.

Au carrefour de ces polémiques, tout le monde cherche une troisième voie entre un modèle d'intégration plus tolérant et un multiculturalisme moins naïf. De nombreux auteurs ont cherché ce chemin, particulièrement escarpé¹. J'ai moi-même abordé ce défi à partir de plusieurs expériences, sans lesquelles je n'aurais sans doute pas ce regard.

Mon premier contact avec l'« universalisme » fut plutôt désagréable. Je militais pour le Pacte civil de solidarité. Un projet de loi ouvert à tous les couples, y compris les couples de même sexe. Il espérait faire reculer les discriminations en raison de l'orientation sexuelle. Les opposants à ce projet ne cessaient d'invoquer l'« universalisme » pour renvoyer cette démarche à du « communautarisme » homosexuel et refuser cette évolution. A force d'être ainsi pris en otage par l'intolérance, les mots « universel » et « républicain » ont fini par devenir de vrais repoussoirs aux yeux des minorités. Je me souviens de débats avec des cama-

1. John Rawls, Will Kymlicka, Charles Taylor, Jürgen Habermas, Michael Walzer, Michel Wieviorka, Patrick Weil, Didier Lapeyronnie, Gwénaëlle Calvès, Mona Ozouf, Alain-Gérard Slama entre autres.

rades d'Act Up qui rechignaient à inscrire le mot « républicain » dans un appel dont j'avais pris l'initiative : le « Front pour des unions républicaines, inventives et égalitaires » (FURIE !). Il s'agissait pourtant de résister aux tenants d'une vision catholique et normative du mariage, au nom de l'égalité consacrée par la République. Auditionnée au Sénat, par une commission dubitative, je n'oublie pas l'écoute dont j'ai bénéficié en insistant sur le fait que le PACS était un pas de plus vers l'universel et non vers le communautarisme. A force de patience et de pédagogie, nous sommes parvenus à démontrer que les opposants à l'égalité des droits étaient les véritables ennemis de l'universel. Les préjugés ont reculé comme jamais. Cette expérience m'a permis de mesurer les avantages et les inconvénients du « modèle français ».

Quelques années plus tard, le 11 Septembre apportait de nouveaux défis et je me trouvais à front renversé. Non plus soupçonnée de « communautarisme » mais qualifiée au contraire d'« intégriste de la République et de la laïcité ». Cette fois, il s'agissait de soutenir une autre loi, bien plus critiquée à gauche : celle interdisant les signes religieux à l'école publique. Des amis avec qui j'ai combattu l'intégrisme catholique, au nom de la laïcité, trouvaient cette même laïcité douteuse face au port du voile ou à l'intégrisme musulman... Qui avait changé ? Nos angles de vue n'étaient tout simplement plus les mêmes. Certains militants antiracistes ont perçu le débat sur le voile comme une volonté d'instrumentaliser l'universel et la République en vue de réaffirmer – comme parfois – la norme domi-

nante au détriment d'une religion minoritaire : l'islam. De mon côté, je travaille depuis trop longtemps sur les intégrismes (juif, chrétien et musulman) pour ne pas distinguer ce qui relève de la discrimination envers les musulmans et ce qui relève d'un front laïque envers l'intégrisme, d'où qu'il vienne. Le fait d'être femme et féministe contribue sans doute à être plus sensible au port du voile. Mais d'autres féministes, plus ennemies de l'impérialisme que de l'intégrisme, n'ont pas cet avis. Pour elles, vouloir l'émancipation de tous et de toutes est une forme de néo-colonialisme. Pour moi, il s'agit de défendre l'égalité et la liberté face aux tenants d'une régression moraliste ; donc d'un bras de fer qui traverse toutes les religions et toutes les cultures.

Je devais retrouver ce fossé à propos de l'affaire des caricatures sur Mahomet, en tant que journaliste à *Charlie Hebdo*. Formidable tempête, où se sont révélées tant de postures... Ma plus grande découverte fut de constater à quel point la jeune génération peut être antiraciste par « réflexe », au détriment de l'esprit critique. Je me souviens du dialogue de sourds entre professeurs laïques et une classe d'élèves venue visiter le Palais de Justice, le jour où *Charlie Hebdo* passait en procès pour avoir publié les caricatures danoises. Pour les élèves, rire d'un prophète est en soi raciste. Ils ne font aucune différence entre se moquer de la religion (une conviction) et se moquer des individus ou des croyants... Dans le doute, ils préfèrent s'abstenir de penser par peur d'avoir l'air « racistes » ou « islamophobes ». Quitte à sombrer dans une forme de relati-

visme (je ne juge pas l'autre car il est *autre*) que mon antiracisme considère comme du racisme.

Cet antiracisme me vient en partie de théoriciennes féministes comme Colette Guillaumin, qui ont travaillé à déconstruire les préjugés invoquant la nature ou l'*essence* pour cataloguer et déterminer les gens en fonction de la « race » ou du « sexe¹ ». Ce refus de l'ordre naturel établi m'a conduit à résister aux intégrismes. Il s'est doublé d'un antifascisme par esprit de résistance au Front national, mes tout premiers engagements. Je refuse néanmoins de penser uniquement en réaction à l'extrême droite, au point de m'interdire toute pensée hors des sentiers battus. En tant que journaliste, essayiste et enseignante, je n'ai jamais accepté ou exclu la moindre hypothèse de travail a priori. Ce qui suppose une vraie liberté *en amont*, demande une vraie vigilance *en aval* de ses travaux. Je refuse, par exemple, que mes enquêtes sur l'intégrisme servent une réponse politique où la défense de la laïcité masquerait une posture intolérante, raciste ou xénophobe. Je tiens à distinguer la religion de l'intégrisme, que j'entends comme son instrumentalisation politique à des fins intolérantes. Ce que me reprochent des groupes ultra-laïques comme Riposte laïque, pour qui cette vigilance est comprise comme une forme de naïveté face à l'islam.

1. Colette Guillaumin, *Sexe, race et pratique du pouvoir*, Côté Femmes, 1992. Colette Capitan, Colette Guillaumin, « L'ordre et le sexe. Discours de gauche. Discours de droite », *Futur antérieur*, n° 9, 1992, pp. 44-51.

La naïveté existe. Mais la vigilance commande d'anticiper certaines dérives racistes en privilégiant la raison sur la passion. Observer l'évolution des débats dans d'autres pays aide à prendre du recul. Le fait d'animer un séminaire sur « Multiculturalisme et universalisme » à l'Institut d'études politiques de Paris, depuis maintenant quatre ans, m'a permis de frotter mes hypothèses à des étudiants venus du monde entier : Australie, Canada, Amérique latine, Belgique, Russie, Italie, Hong Kong, République tchèque, Etats-Unis... Impressionnant comme la notion d'identité, de citoyenneté ou de culture peut être perçue de façon variée. Ces échanges m'ont confortée dans l'impression que la génération qui vient sacralise la notion de multiculturalisme, sans savoir la définir, tout en hésitant à se poser certaines questions par peur d'avoir l'air intolérant. Cette peur confuse se retrouve à tous les âges et dans toutes les sociétés. J'ai eu l'occasion de la rencontrer à travers une centaine de conférences données dans des pays aussi divers que le Yémen, la Grèce, le Danemark, la Grande-Bretagne, la Belgique, la Suisse, le Maroc... Partout, j'ai croisé des citoyens, des associations et des élus désarmés. Comme eux, j'ai ressenti le profond besoin de me clarifier les idées. Avec un espoir : celui de continuer à être antiraciste sans renoncer à l'esprit critique, céder au relativisme culturel, ou tolérer l'intolérance. A la suite de *La Tentation obscurantiste*¹, ce livre souhaite y contribuer.

1. Caroline Fourest, *La Tentation obscurantiste*, Grasset, 2005.